

## ITALIE

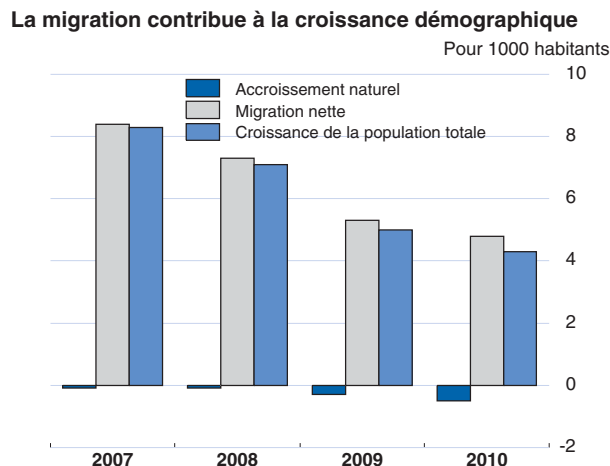
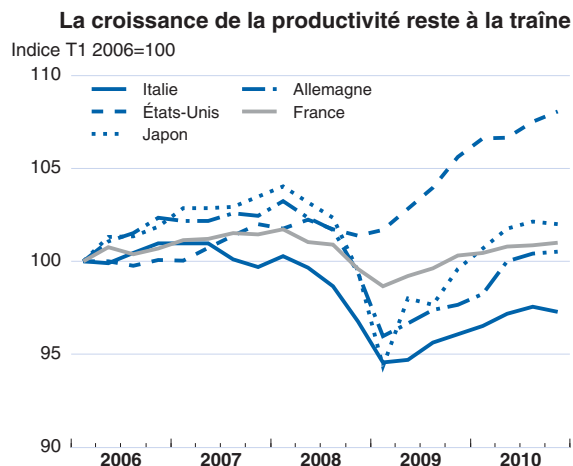
La lente reprise de l'économie italienne devrait se poursuivre, avec un léger renforcement de la croissance aux alentours de 1½ pour cent en 2012. Le dynamisme de la demande mondiale stimulera les exportations et la progression de l'investissement devrait elle aussi redémarrer. Le chômage ne diminuera que lentement, en partie parce que l'augmentation initiale de la demande de main-d'œuvre sera satisfaite par un moindre recours au travail à horaires réduits. Après s'être fortement accélérée ces derniers temps, la hausse des prix à la consommation se modérera vraisemblablement à mesure que s'atténuent les effets des augmentations des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

Le déficit budgétaire a certes été moins important que prévu en 2010, mais le gouvernement n'en maintient pas moins les objectifs qu'il s'était fixé dans ce domaine pour 2011 et 2012. Cela suppose, et c'est l'hypothèse sur laquelle reposent les présentes prévisions, un contrôle toujours rigoureux des dépenses et de nouvelles améliorations au niveau du recouvrement des impôts. Cette vigilance est indispensable en raison du ratio dette/PIB élevé, même si celui-ci est censé diminuer en 2012, et de l'alourdissement probable du coût du service de la dette avec la hausse, sur le moyen terme, des taux d'intérêt à long terme. Le programme national de réforme arrêté par le gouvernement contient une liste impressionnante de priorités de réforme ; celles-ci doivent être effectivement mises en œuvre pour renforcer la capacité de l'économie de réduire la charge de la dette grâce à la croissance.

### La reprise s'est ralentie en raison de l'atonie de la production industrielle

L'économie italienne a continué de se redresser en 2010, mais à un rythme irrégulier qui s'est quelque peu affaibli à la fin de l'année. La vigoureuse croissance de la production industrielle au premier semestre de 2010 a été suivie d'une période d'atonie pendant les mois d'hiver, la demande d'investissement ayant vraisemblablement été ralentie par l'arrivée à échéance des incitations fiscales mi-2010 et la production dans des pays partenaires importants ayant été réduite par des conditions météorologiques très défavorables. Malgré tout, les importations et les exportations ont connu une croissance bien plus rapide que l'activité

### Italie



Source : Institut National des statistiques (INSTAT) et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932431559>

Italie : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation


	2008	2009	2010	2011	2012
Emploi <sup>1</sup>	0.3	-1.6	-0.7	0.7	0.8
Taux de chômage <sup>1,2</sup>	6.8	7.8	8.4	8.4	8.1
Rémunération des salariés	3.9	-1.2	0.7	2.3	2.2
Coûts unitaires de main-d'œuvre	5.3	4.3	-0.5	1.2	0.6
Revenu disponible des ménages	2.2	-3.0	1.4	3.4	2.7
Déflateur du PIB	2.8	2.3	0.6	1.3	1.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	3.5	0.8	1.6	2.4	1.7
IPCH sous-jacent <sup>3</sup>	2.2	1.6	1.7	1.3	1.6
Déflateur de la consommation privée	3.2	0.0	1.5	2.6	1.7

1. Les données pour l'emploi pour l'ensemble de l'économie sont celles des comptes nationaux. Ces données comprennent l'estimation de l'Istat de l'emploi dans l'économie souterraine. L'emploi total compte environ 2 millions de personnes, circa 10%, de plus dans les comptes nationaux que dans l'enquête de l'emploi. Suivant l'usage des autorités italiennes, le taux de chômage est calculé par rapport aux données de l'enquête de l'emploi.

2. En pourcentage de la population active.

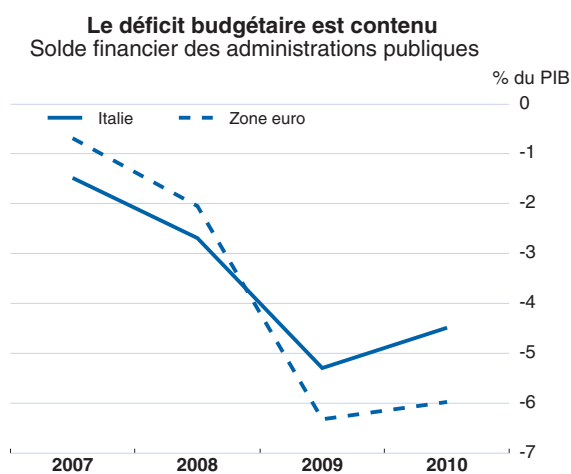
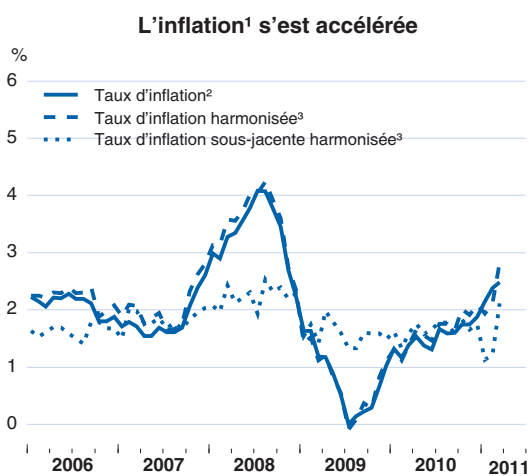
3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432718>

intérieure dans son ensemble. Au cours des douze mois achevés en février 2011, la progression du volume des exportations de biens a été nettement supérieure à celle des importations, mais la balance commerciale n'en est pas moins restée déficitaire en raison de la détérioration des termes de l'échange sous l'effet de la hausse substantielle des prix du pétrole et d'autres produits de base.

## Italie




1. Taux de croissance en glissement annuel.

2. Définition nationale.

3. Données non corrigées des variations saisonnières.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932431578>

## Italie : Indicateurs financiers

	2008	2009	2010	2011	2012
Taux d'épargne des ménages <sup>1</sup>	8.2	7.1	6.1	6.0	5.7
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup>	-2.7	-5.3	-4.5	-3.9	-2.6
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	-2.9	-2.1	-3.5	-4.1	-3.6
Taux d'intérêt à court terme <sup>3</sup>	4.6	1.2	0.8	1.3	2.0
Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup>	4.7	4.3	4.0	4.8	5.4

1. Épargne nette en pourcentage du revenu disponible. Incluant "famiglie produttrici".
2. En pourcentage du PIB. Selon les comptes nationaux; il y un écart de 0.1% par rapport aux chiffres fréquemment cités de la Procédure de déficit excessif.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432737>

### Les producteurs affichent une plus grande confiance que les consommateurs

En dépit du tassement de la production pendant l'hiver, la confiance des entreprises manufacturières a continué de s'affermir et est quasiment revenue à son niveau d'avant la crise, lequel n'était, il faut le reconnaître, pas particulièrement élevé. Par contre, les indicateurs de la confiance des consommateurs sont à peu près stables ou affichent une tendance à la baisse par rapport à leurs niveaux élevés de début 2010. L'accélération des prêts bancaires se poursuit bien qu'aucun changement n'ait été apporté


## Italie : Demande et production

	2009	2010	2011	2012	Quatrième trimestre		
					2010	2011	2012
	prix courants milliards d' €				Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2000)		
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 519.2	1.2	1.1	1.6	1.5	1.3	1.6
Consommation privée	912.4	1.0	0.9	1.2	1.0	0.9	1.3
Consommation publique	326.2	-0.6	-0.1	-0.1	-1.1	0.6	-0.5
Formation brute de capital fixe	289.4	2.3	1.2	2.5	2.7	1.9	2.6
Équipement et outillage	134.2	9.4	2.6	3.3	7.7	2.7	3.3
Construction	155.2	-3.7	-0.1	1.8	-1.8	1.1	1.9
Construction de logements	73.2	-2.4	0.6	1.8	0.3	1.1	1.9
Autres	82.0	-4.9	-0.8	1.8	-3.6	1.1	1.9
Demande intérieure finale	1 528.1	0.9	0.8	1.2	0.9	1.0	1.2
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 2.7	0.7	0.6	0.0			
Demande intérieure totale	1 525.4	1.6	1.3	1.2	2.3	0.6	1.2
Exportations de biens et services	361.9	8.9	6.9	6.9	10.1	6.9	7.3
Importations de biens et services	368.1	10.3	7.2	4.9	13.3	3.6	5.5
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 6.2	-0.4	-0.2	0.4			

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>). Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432756>

aux conditions générales du crédit ; plusieurs groupes bancaires ont procédé avec succès à des augmentations de capital début 2011.

**Les gains de productivité sont restés limités, les arrivées d'immigrés ont été nombreuses**

Comme dans certains autres pays européens, la productivité de la main-d'œuvre a fortement chuté pendant la récession et par la suite la reprise, du fait de sa lenteur, n'a guère contribué à doper sa croissance. Les répercussions de cette faible augmentation de la productivité, et du taux minime, voire négatif, d'accroissement naturel de la population, ont été en partie compensées par l'arrivée massive d'immigrés d'âge actif. Les entrées nettes se sont chiffrées aux alentours de 400 000 personnes par an au cours des trois dernières années et devraient, d'après les prévisions à plus long terme d'Eurostat, représenter environ 220 000 personnes par an en moyenne au cours de la période 2005 à 2060.

**Le chômage s'est stabilisé, la hausse des salaires s'est quelque peu atténuée**

Le sous-emploi des ressources en main-d'œuvre pourrait avoir commencé à s'amoinrir avec une amorce de repli du chômage par rapport à son niveau record d'octobre 2010. Il est également de moins en moins fait appel au dispositif d'indemnisation du chômage partiel *Cassa Integrazione*. Cela dit, le taux d'activité a lui aussi recommencé à diminuer après quelques signes de redressement à l'automne 2010. La progression des salaires contractuels s'est progressivement ralentie, revenant aux alentours de 2 % en mars 2011. Ce chiffre est similaire à celui observé en Allemagne en dépit de la plus faible compétitivité de l'économie italienne et de la croissance plus lente de la productivité en Italie.

**L'inflation s'est accélérée, en raison principalement de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires**

L'inflation des prix à la consommation s'est accentuée, comme partout, sous l'effet de l'évolution des prix de l'énergie et des produits de base. Elle a atteint 2.5 % en mars, alors que l'inflation sous-jacente est restée plus modérée, à 1.7 %. Une enquête réalisée par la Banque d'Italie auprès des entreprises en décembre 2010 montre que les anticipations restent à la hausse même si pour les douze à vingt-quatre mois à venir on table sur une inflation d'à peine plus de 2 %.

**L'assainissement des finances publiques a contribué à contenir les écarts de taux d'intérêt**

La situation des finances publiques s'est considérablement améliorée, le déficit budgétaire étant revenu de 5.3 % du PIB en 2009 à 4.6 % en 2010, mieux que les 5 % visés par le gouvernement. Ce bon résultat a aidé à contenir l'écart de taux d'intérêt avec l'Allemagne malgré une certaine instabilité. Cette amélioration de la situation des finances publiques doit beaucoup à la nette contraction de l'investissement public même si la consommation publique a elle aussi fléchi et si les paiements d'intérêts ont été moins élevés que prévu.

**L'assainissement des finances publiques va se poursuivre**

Le nouveau programme du gouvernement pour la stabilité confirme les objectifs pour 2011 (3.9 % du PIB) et 2012 (2.7 %) fixés dans le précédent programme. Ceux-ci seront désormais plus faciles à atteindre compte tenu de l'amélioration déjà obtenue en 2010. Il est à noter que les prévisions budgétaires reposent sur des hypothèses de croissance plus prudentes, donc plus faibles, que celles retenues dans les précédents

programmes. Le programme pour la stabilité confirme aussi que les autorités s'appliqueront à afficher un budget à peu près en équilibre en 2014. Cela est important pour faire baisser le ratio dette /PIB à moyen terme, d'autant que l'accroissement des taux d'intérêt à long terme risque d'alourdir le coût du service de la dette à mesure de la reconduction des emprunts existants.

**La croissance redémarre, soutenue par les échanges mondiaux**

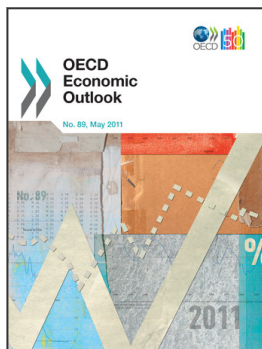
Sur le court terme, la croissance devrait s'intensifier, après un timide décollage en 2011. La vigoureuse expansion des échanges mondiaux devrait stimuler les exportations, et la reprise de l'investissement, même si elle reste plutôt modérée, consolidera la demande. La consommation privée augmentera vraisemblablement au rythme des revenus étant donné qu'on n'attend pas d'évolution notable du taux d'épargne, tandis que la consommation et l'investissement publics demeureront très amortis.

**La hausse des salaires et des prix devrait se stabiliser**

Du fait de la lenteur de l'amélioration de la situation du marché du travail, le rythme de progression des salaires ne devrait pas varier et la hausse des prix pourrait se ralentir sous réserve que les prix de l'énergie et des produits de base se stabilisent, ainsi qu'on le suppose dans les présentes prévisions.

**Les perspectives sont incertaines mais les risques sont équilibrés**

L'investissement s'est révélé plus faible qu'on ne l'escomptait et, une inversion partielle du mouvement massif d'accumulation de stocks observé en 2010 n'étant pas à exclure, il pourrait rester très amorphe au premier semestre de 2011. Ensuite, l'Italie pourrait finir par ressentir les bienfaits de la croissance des échanges mondiaux et la reprise de l'investissement pourrait alors s'avérer plus forte que prévu. Par contre si l'envolée récente des prix des produits de base devait se poursuivre, les perspectives de croissance pourraient s'en trouver amoindries. La poursuite des turbulences dans les économies à la périphérie de la zone euro pourrait affecter négativement les perspectives d'investissement.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2011), « Italie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-1-9-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-9-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).